

2001/441/CE :

* **Décision de la Commission du 29 mai 2001 autorisant les Etats membres à prévoir des dérogations à certaines dispositions de la directive 2000/29/CE du Conseil pour les fraisiers (*Fragaria L.*) destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires d'Argentine (notifiée sous le numéro C(2001) 1485)**

Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne

2001/442/PESC :

* **Décision du secrétaire général du Conseil de l'Union européenne/haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune du 8 juin 2001 portant application de la décision du Conseil instituant l'état-major de l'Union européenne**

2001/443/PESC :

* **Position commune du Conseil du 11 juin 2001 concernant la Cour pénale internationale**

2001/441/EG :

* **Beschikking van de Commissie van 29 mei 2001 tot machtiging van de lidstaten om voor aardbeiplanten (*Fragaria L.*), bestemd voor opplant, met uitzondering van zaden, van oorsprong uit Argentinië, af te wijken van sommige bepalingen van Richtlijn 2000/29/EG van de Raad (kennisgeving geschied onder nummer C(2001) 1485)**

Besluiten aangenomen krachtens titel V van het Verdrag betreffende de Europese Unie

2001/442/GBVB :

* **Besluit van de secretaris-generaal van de Raad/hoge vertegenwoordiger voor het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid van 8 juni 2001 inzake de toepassing van het besluit van de Raad houdende instelling van de Militaire Staf van de Europese Unie**

2001/443/GBVB :

* **Gemeenschappelijk standpunt van de Raad van 11 juni 2001 betreffende het Internationaal Strafhof**

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[C - 2001/00695]

Circulaire ZPZ 18 relative à l'attribution du nouveau grade et de la nouvelle échelle de traitement aux membres actuels de la police communale et à l'application de l'article 29 LPI

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de province;
A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres.
Pour information :
Au Commissaire général de la police fédérale;
Au Président de la Commission permanente de police locale.

Madame, Monsieur le Gouverneur,
Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Suite à la promulgation de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (dénommé ci-après PJPol) et de l'arrêté royal du 30 mars 2001 déterminant les échelles de traitement applicables aux membres du personnel du cadre administratif et logistique des services de police (*Moniteur belge* 31 mars 2001), il y a lieu d'attribuer à chaque membre actuel du personnel de la police communale le grade et l'échelle de traitement qui est le sien dans la police locale sur base de sa situation au 1^{er} avril 2001, avec effet rétroactif à cette date. Il s'agit donc des membres du cadre opérationnel et ceux du cadre administratif et logistique, à l'exception du personnel communal non policier affecté aux corps de police communale. En effet, ceux-ci recevront leur nouveau grade et leur nouvelle échelle de traitement lors de leur passage après la constitution de la police locale, comme indiqué à l'article XII.XII.2 PJPol.

L'article XII.II.1^{er}, alinéa 2, PJPol prévoit que cette attribution doit se faire par la nouvelle autorité compétente pour nommer ou engager un membre du personnel. Il s'agit donc du Roi en ce qui concerne les officiers supérieurs visés au tableau D2 de l'annexe 11 PJPol et du conseil communal ou du conseil de police, selon qu'il s'agisse respectivement d'une zone unicommunale ou pluricommunale, pour les autres membres du personnel de police. Cependant, j'attire l'attention des autorités locales sur l'article 12 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police. En effet, dans l'attente de la mise en place effective de la police locale, reconnue par un arrêté royal en application de l'article 248 LPI, les compétences attribuées au conseil de police sont exercées par le conseil communal de la commune concernée.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2001/00695]

Omzendbrief ZPZ 18 betreffende de toewijzing van de nieuwe graad en de nieuwe loonschaal aan de actuele leden van de gemeentepolitie en de toepassing van artikel 29 WGP

Aan Mevrouw en Heren Provinciegouverneurs;
Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;
Aan de Dames en Heren Burgemeesters.
Ter informatie :
Aan de Commissaris-Generaal van de federale politie;
Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale

politie.

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,
Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Ingevolge de bekendmaking van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (hierna genoemd RPPol) en het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot bepaling van de loonschalen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politiediensten (*Belgisch Staatsblad*, 31 maart 2001), moet aan ieder actueel personeelslid van de gemeentepolitie de graad en loonschaal toegewezen worden die hem toekomen in de lokale politie op basis van de situatie op 1 april 2001, en dat met terugwerkende kracht tot op die datum. Het betreft hier dus de personeelsleden van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader, met uitzondering van het niet-politioneel gemeentelijk personeel in dienst bij de gemeentelijke politiekorpsen. Laatstgenoemden zullen hun nieuwe graad en nieuwe loonschaal immers verkrijgen bij hun overgang na de instelling van de lokale politie, zoals beschreven in artikel XII.XII.2 RPPol.

Artikel XII.II.1, tweede lid, RPPol voorziet dat die toewijzing moet gebeuren door de nieuwe overheid die bevoegd is voor de benoeming of indienstneming van een personeelslid. Voor de hogere officieren, vermeld in tabel D2 van de bijlage 11 RPPol, is dat de Koning, voor de andere personeelsleden van de politie is dat de gemeenteraad of de politieraad, naargelang het gaat om respectievelijk een ééngemeentelijke of een meergemeentelijke zone. Niettemin wil ik de aandacht van de lokale overheden vestigen op artikel 12 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten. Inderdaad, in afwachting van de effectieve inplaatsstelling van de lokale politie, bekrachtigd door een koninklijk besluit in toepassing van artikel 248 WGP, worden de aan de politieraad toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de gemeenteraad van de betrokken gemeente.

Concrètement, le conseil communal doit prendre avant le 30 septembre 2001 un arrêté dans lequel il attribue à chaque membre du cadre opérationnel, à l'exception du personnel inséré dans le grade de commissaire divisionnaire, et du cadre administratif et logistique, à l'exception du personnel communal non policier affecté aux corps de police communale, le nouveau grade et la nouvelle échelle de traitement correspondant à ce grade. Cette nouvelle échelle de traitement doit seulement être mentionnée par son appellation (p.ex. B2, M1.1, O3), sans préciser le montant exact attribué à l'intéressé. Concrètement, je préconise l'élaboration d'un tableau en trois colonnes : la première contient les nouveaux grades, la deuxième reprend les membres du personnel classés en ordre alphabétique au sein de chaque grade et la troisième précise la nouvelle échelle de traitement de l'intéressé. Cette décision sera ensuite versée au dossier personnel de l'intéressé.

Lorsque le membre du personnel est inséré dans un grade autre que celui de commissaire divisionnaire et que son ancienne autorité de nomination était le Roi ou le gouverneur, le conseil communal envoie sa décision, pour information, respectivement à la Police générale du Royaume, Direction de la Gestion Policière - Structures Zonales, Rue Royale 56, à 1000 Bruxelles, ou au gouverneur afin de clôturer le dossier auprès de cette autorité.

Pour les membres du personnel insérés dans le grade de commissaire divisionnaire, le conseil communal doit préciser, dans la même décision ou dans une décision séparée, le nom, le nouveau grade et la nouvelle échelle de traitement qui est à attribuer à chaque intéressé par le Roi. Ladite délibération, accompagnée des pièces justificatives reprenant le calcul de la nouvelle échelle de traitement, sera envoyée, par lettre recommandée et pour suite voulue, à la Police générale du Royaume à l'adresse mentionnée ci-dessus, dans les cinq jours de la prise de décision. Dès que toutes les communes d'une même zone auront transmis les informations demandées, un arrêté royal sera pris par zone de police.

De plus, il est nécessaire que les décisions du conseil communal stipulent systématiquement que la nouvelle échelle de traitement n'est pas d'application si l'intéressé conserve son statut d'origine sur base de l'article 236 LPI ou s'il y revient dans le délai de trois mois prenant fin le 30 juin 2001, en application de l'article 41 de la loi du 2 avril 2001 (1). Si, par la suite, l'intéressé vient à bénéficier du nouveau statut, le conseil communal ou le conseil de police prendra alors une décision par laquelle il lui appliquera sa nouvelle échelle de traitement.

Par ailleurs, je vous informe qu'aussi longtemps que le chef de corps de la police locale n'est pas désigné en vertu de l'arrêté royal du 31 octobre 2000 fixant les conditions et les modalités de la première désignation à certains emplois de la police locale, le président du conseil de police et le président du collège de police signent seuls la correspondance visée à l'article 29 LPI émanant desdits organes.

Veillez croire, Madame, Monsieur le Gouverneur, Madame, Monsieur le Bourgmestre, en l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre,
A. DUQUESNE

—
Note

(1) Loi du 2 avril 2001 modifiant la loi sur la fonction de police, la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et d'autres lois relatives à la mise en place des nouvelles structures de police (*Moniteur belge* 14 avril 2001).

Concreet moet de gemeenteraad vóór 30 september 2001 een besluit nemen waarin zij aan elk personeelslid van het operationeel kader, uitgezonderd het personeel ingeschaald in de graad van hoofdcommissaris, en van het administratief en logistiek kader, uitgezonderd het niet-politioneel gemeentepersoneel in dienst bij de gemeentelijke politiekorpsen, de nieuwe graad en de nieuwe loonschaal toekent die overeenstemt met die graad. Enkel de benaming van die nieuwe loonschaal moet vermeld worden (vb. B2, M1.1, O3), zonder het exacte bedrag dat de betrokkene toekomt te preciseren. Concreet raad ik aan om een tabel met drie kolommen op te maken : de eerste kolom bevat de nieuwe graden, de tweede rangschikt de personeelsleden binnen elke graad in alfabetische volgorde en de derde preciseert de nieuwe loonschaal van de betrokkene. Die beslissing zal vervolgens in het persoonlijk dossier van de betrokkene worden opgenomen.

Wanneer het personeelslid wordt ingedeeld in een andere graad dan die van hoofdcommissaris en de Koning of de gouverneur de vroegere benoemende overheid was, moet de gemeenteraad haar beslissing ter informatie versturen naar respectievelijk de Algemene Rijkspolitie, Directie Politiebeheer - Zonale structuren, Koningsstraat 56, te 1000 Brussel, of naar de gouverneur teneinde het dossier bij die overheid af te sluiten.

Voor de personeelsleden ingeschaald in de graad van hoofdcommissaris, moet de gemeenteraad in dezelfde of in een aparte beslissing de naam, de nieuwe graad en de nieuwe loonschaal preciseren die door de Koning aan de betrokkene moet verleend worden. Voornoemde beslissing moet aangetekend en voor nuttig gevolg verstuurd worden aan de Algemene Rijkspolitie op het hiervoor vermelde adres, binnen de vijf dagen nadat de beslissing werd genomen, en dient vergezeld te zijn van de bewijsstukken betreffende de berekening van de nieuwe loonschaal. Zodra alle gemeenten binnen éénzelfde zone de gevraagde informatie hebben bezorgd, zal zo snel mogelijk een koninklijk besluit genomen worden per politiezone.

Het is verder noodzakelijk dat de beslissingen van de gemeenteraad systematisch bepalen dat de nieuwe loonschaal niet van toepassing is indien de betrokkene zijn oorspronkelijk statuut behoudt, overeenkomstig artikel 236 WGP, of indien hij het terugvraagt binnen een termijn van drie maanden die eindigt op 30 juni 2001, overeenkomstig artikel 41 van de wet van 2 april 2001 (1). Als de betrokkene daarna kiest voor het nieuw statuut, dan zal de gemeenteraad of de politieraad een beslissing moeten nemen waardoor de nieuwe loonschaal op hem toepasselijk wordt verklaard.

Bovendien deel ik u mee dat, zolang de korpschef van de lokale politie van een bepaalde zone niet is aangewezen overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 tot bepaling van de voorwaarden en modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekkingen van de lokale politie, enkel de voorzitter van de politieraad en de voorzitter van het politiecollege de briefwisseling van genoemde organen, bedoeld in artikel 29 WGP, tekenen.

Hoogachtend,

De Minister,
A. DUQUESNE

—
Nota

(1) Wet van 2 april 2001 tot wijziging van de wet op het politieambt, de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en tot wijziging van overige wetten inzake de inplaatsstelling van de nieuwe politiestructuren (*Belgisch Staatsblad* 14 april 2001).